

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES****COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

du

van

MARDI 17 AVRIL 2007

DINSDAG 17 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 09 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Joseph Arens au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'abaissement de l'âge de la pension des pompiers" (n° 14848)

01.01 Joseph Arens (cdH) : Lors du débat sur le projet de loi relatif à la réforme des services d'incendie, le ministre de l'Intérieur m'a déclaré que la notion de métier à risque n'était pas une notion juridique, qu'elle n'avait fait l'objet d'une définition que dans un arrêté royal du 28 mai 2003, qu'elle ne concerne que les aspects liés aux risques sanitaires et qu'elle n'a pour unique implication qu'un « suivi » médical plus minutieux. Cependant, par amendement, nous avons réussi à faire passer cette idée-là dans la loi.

Êtes-vous d'accord avec la définition donnée par le ministre de l'Intérieur ? Que pensez-vous de la revendication des pompiers visant à abaisser l'âge de la pension du fait que leur métier est à risque ?

Le ministre de l'Intérieur a déjà commencé à travailler sur le statut des pompiers même si l'arrêté d'exécution ne devrait pas sortir durant cette législature-ci ; c'est que la loi relative aux services d'incendie nécessitera, au cours de la prochaine législature, la prise d'au moins quarante-sept arrêtés d'application.

Avez-vous déjà rencontré le ministre de l'Intérieur à ce propos ?

01.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Je suis d'accord avec les propos du ministre de l'Intérieur relatifs à l'absence de bases juridiques définissant l'existence d'une notion de métier à risque. Les pompiers bénéficient déjà d'une certaine reconnaissance en matière de pension. Un calcul préférentiel en ce domaine existe pour des services rendus dans le cadre opérationnel des pompiers. Leur pension est donc calculée en tantièmes de 1/50 du traitement de référence au lieu du tantième de 1/60 habituel dans le service public. Ce tantième préférentiel est réservé aux services actifs ou pour les périodes de service pendant lesquelles ces personnes sont exposées à certains risques.

Je ne m'oppose pas à des départs anticipés pour les pompiers, mais cette problématique ne nécessite pas nécessairement à mes yeux un abaissement général de l'âge de la retraite, qui serait très difficile à défendre compte tenu du contrat de solidarité entre générations. Il n'existe pas de raison spécifique pour que ces personnes partent avant l'âge de 60 ans, mais ces questions peuvent être globalement résolues par une possibilité de congé préalable à la pension pour les pompiers à partir de l'âge de 56 ans.

Dans le cadre de l'examen du projet de loi devant régler la fin de carrière, la pension et le régime de sécurité sociale du personnel des services de secours, mes collaborateurs ont participé à plusieurs réunions avec des représentants du ministère de l'Intérieur et de l'ONSS-APL.

01.03 Joseph Arens (cdH) : Finalement, nous sommes tout à fait sur la même longueur d'ondes. Un

amendement considérant ce métier comme un métier à risque pourra être ajouté dans la loi.

01.04 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : C'est là une interprétation. Je n'ai pas dit qu'il fallait ajouter qu'il s'agit d'un métier à risque, car cela va bien au-delà du débat sur les pensions !

01.05 Joseph Arens (cdH) : Au niveau des pensions, nous sommes sur la même longueur d'ondes.

01.06 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Si vous êtes d'accord avec ce que j'ai répondu.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14869 de Mme Greta D'hondt est reportée à sa demande.

La discussion des questions est interrompue de 14 h 18 à 14 h 48.

02 Question de Mme Annelies Storms au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'intervention pour l'aide aux personnes âgées après le décès du demandeur" (n° 14956)

02.01 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Pour entrer en ligne de compte pour une intervention d'aide aux personnes âgées, il y a lieu de faire constater le degré de diminution d'autonomie par le service médical de la direction administrative Allocations aux personnes handicapées. Le demandeur reçoit ensuite des documents lui permettant de demander également d'autres avantages sociaux et fiscaux. Ce n'est que lorsque l'enquête administrative est totalement achevée qu'il est décidé si le demandeur a droit à l'intervention d'aide aux personnes âgées.

Combien de temps la procédure dure-t-elle en moyenne ? Des mesures sont-elles prises pour raccourcir les délais ? Que se passe-t-il si le demandeur décède entre la date de l'introduction de la demande et celle de l'examen médical ? Qu'en est-il si l'examen médical a été effectué au moment du décès mais pas l'enquête administrative ?

Le conjoint ou l'héritier peut-il recevoir l'intervention si le demandeur décède au cours de la procédure ? L'intervention est-elle dans ce cas accordée de manière rétroactive, à partir de la date de la demande ? Quelles formalités doivent être remplies à cet effet ?

02.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : En 2006, le délai moyen de traitement des demandes d'intervention pour l'aide aux personnes âgées était de 6,9 mois. Il s'agit du laps de temps qui s'écoule entre l'introduction de la demande et la décision finale.

(*En français*) Des initiatives ont été ou sont prises pour réduire ces délais, notamment l'introduction d'une procédure d'examen médical sur dossier pour les demandes urgentes ou le développement de la gestion et de l'échange des informations par voie électronique.

Lorsque les demandeurs décèdent avant la visite chez le médecin évaluateur, la perte d'autonomie est déterminée sur la base des éléments médicaux présents dans les dossiers. Lorsque le décès survient après l'avis, l'instruction se poursuit normalement. L'administration recherche auprès de tiers les renseignements qui feraient encore défaut. Enfin, en cas de décès, les montants dus sont versés au conjoint ou à la personne avec laquelle la personne handicapée était établie en ménage ou encore aux enfants ou parents qui étaient domiciliés avec elle.

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit) : Près de sept mois, c'est un délai très long pour des personnes gravement malades. J'espère que la secrétaire d'État ou son successeur s'efforcera de réduire ce délai. Quoi qu'il en soit, je recommande aux héritiers d'entreprendre des démarches pour réclamer ces montants.

L'incident est clos.

03 Question de M. Francis Van den Eynde à la secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes

handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15032)

03.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'avais déjà posé cette question par écrit à tous les membres du gouvernement. Je vais à présent poser une question orale à ceux qui n'ont pas répondu. Combien de fois, de 2003 à 2006, la secrétaire d'Etat a-t-elle fait appel au bureau d'avocats Uyttendaele, Gérard et Associés ? Quels montants d'honoraires lui a-t-elle versés ? La ministre de la Justice, qui entretient pourtant des liens étroits avec ce bureau d'avocats, a déjà répondu à cette question en faisant preuve d'une grande ouverture d'esprit.

03.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je ne vois pas non plus d'inconvénient à répondre à cette question.

(*En français*) Aucun dossier n'a été confié au cabinet d'avocats en question entre 2003 et 2006, ni par mon administration, ni par ma cellule stratégique.

03.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Il semble que la secrétaire d'Etat soit le deuxième membre francophone libéral du gouvernement à ne pas avoir recouru aux services du cabinet. D'autres formations politiques l'on fait plus volontiers.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Muriel Gerken**s au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les familles recomposées ayant à charge un enfant à mobilité réduite" (n° 15040)

- **Mme Muriel Gerken**s à la secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "les familles recomposées ayant à charge un enfant à mobilité réduite" (n° 15046)

Le président:

04.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Ma question s'adresse à la fois à Mme Mandaila Malamba, compétente pour les personnes handicapées, et à M. Reynders, compétent pour les avantages fiscaux proposés aux personnes handicapées.

Dans le cas de familles recomposées ou séparées avec des enfants handicapés, s'il existe des aides que les familles peuvent se partager, il n'en est pas de même pour le moyen de transport. Seul le parent qui perçoit les allocations familiales peut bénéficier des avantages relatifs à l'achat d'un véhicule adapté.

Apparemment, il est déjà arrivé que des parents obtiennent gain de cause en justice.

Avez-vous connaissance de ce type de demande ? Votre administration et celle de M. Reynders se sont-elles déjà penchées sur cette problématique ? Avez-vous déjà suggéré des pistes d'aide ou d'intervention ?

04.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : Il n'existe pas de limitation de principe des interventions dans les coûts des adaptations au handicap des véhicules automobiles au seul parent bénéficiaire de l'allocation. S'il apparaissait que cette question se présente fréquemment, une réunion des ministres compétents serait utile afin de lever la difficulté et d'aboutir à la définition d'une procédure commune.

J'ai transmis votre question au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique qui m'a confirmé qu'en aucun cas l'assurance soins de santé ou le système d'allocations familiales n'étaient concernés par cette question.

04.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Et le ministre des Finances, au sujet des interventions en réduction de TVA ?

04.04 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : La question que vous avez déposée

n'évoquait pas ce problème. Je transmettrai votre question sur la TVA à M. Reynders et vous recevrez une réponse écrite.

04.05 Muriel Gerkens (ECOLO) : Apparemment, il existe une jurisprudence et, donc, plusieurs familles sont confrontées à cette situation. Des dispositions devraient s'imposer.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 15 h 05.

De vergadering wordt geopend om 14.09 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de verlaging van de pensioenleeftijd van de brandweerlieden" (nr. 14848)

01.01 Joseph Arens (cdH): Tijdens het debat over het wetsontwerp betreffende de hervorming van de brandweer verklaarde de minister van Binnenlandse Zaken dat het begrip "risicoberoep" geen juridisch begrip is, enkel gedefinieerd wordt in een koninklijk besluit van 28 mei 2003 en enkel betrekking heeft op de aspecten in verband met de gezondheidsrisico's, en dat de enige implicatie ervan een strengere medische "follow-up" is. Toch hebben wij die idee bij amendement in de wet kunnen inbedden.

Onderschrijft u de definitie van de minister van Binnenlandse Zaken? Hoe staat u tegenover de eis van de brandweerlieden tot een verlaging van de pensioenleeftijd uit hoofde van de risico's verbonden aan hun beroep?

De minister van Binnenlandse Zaken houdt zich al bezig met het statuut van de brandweer, zelfs al zal het uitvoeringsbesluit niet meer tijdens deze zittingsperiode verschijnen. Voor de wet betreffende de brandweer zullen tijdens de volgende zittingsperiode ten minste 47 toepassingsbesluiten moeten worden vastgesteld.

Heeft u dit al besproken met de minister van Binnenlandse Zaken?

01.02 Minister Bruno Tobback (Frans): Ik ben het eens met de verklaringen van de minister van Binnenlandse Zaken over het ontbreken van juridische grondslagen die het bestaan van het begrip 'risicoberoep' regelen. Het brandweerpersoneel geniet reeds een zekere erkenning op het stuk van de pensioenen. Voor de diensten die ze in hun operationeel kader leveren, bestaat er ter zake immers een preferentiële berekening. Hun pensioen wordt dus berekend in tantièmes 1/50 van het referentieloon in plaats van in het tantième 1/60 dat gebruikelijk is voor de overheidsdiensten. Dat preferentiële tantième is voorbehouden voor de actieve dienst of voor de dienstperiodes tijdens dewelke die personen aan bepaalde risico's zijn blootgesteld.

Al ben ik niet gekant tegen een vervroegde uittreding van brandweerlieden, die problematiek vereist mijns inziens geen algemene verlaging van de pensioenleeftijd. In het licht van het Generatiepact zou dat immers erg moeilijk te verdedigen vallen. Voor die personen zijn er geen specifieke redenen om vóór de leeftijd van zestig jaar met pensioen te gaan, maar die kwestie kan algemeen worden opgelost door de mogelijkheid om vanaf 56 jaar verlof te nemen in de aanloop naar het pensioen.

In het kader van de bespreking van het wetsontwerp betreffende het loopbaaneinde, het pensioen en het sociale zekerheidsstelsel van het personeel van de hulpdiensten, hebben mijn medewerkers aan verscheidene vergaderingen met vertegenwoordigers van het ministerie van Binnenlandse Zaken en de RSZ-PPO deelgenomen.

01.03 Joseph Arens (cdH): Uiteindelijk zitten we volledig op dezelfde golflengte. We zouden een amendement aan de wet kunnen toevoegen dat ertoe strekt dit beroep als een risicoberoep te beschouwen.

01.04 Minister Bruno Tobback (Frans): Dat is een interpretatie. Ik heb niet gezegd dat moest worden toegevoegd dat het hier om een risicodebat gaat, aangezien dat ons veel verder dan het pensioendebat zou leiden!

01.05 Joseph Arens (cdH): Over de pensioenen zijn we het eens.

01.06 Minister Bruno Toubback (Frans): Als u akkoord gaat met wat ik heb geantwoord.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14869 van mevrouw Greta D'hondt wordt op haar verzoek uitgesteld.

De bespreking van de vragen wordt onderbroken van 14.18 uur tot 14.48 uur.

02 Vraag van mevrouw Annelies Storms aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden na overlijden van de aanvrager" (nr. 14956)

02.01 Annelies Storms (sp.a-spirit): Wie in aanmerking wil komen voor een tegemoetkoming hulp aan bejaarden, moet de graad van verminderde zelfredzaamheid laten vaststellen door de medische dienst van de bestuursdirectie Uitkeringen aan Personen met een Handicap. Daarna krijgt de aanvrager documenten waarmee ook andere sociale en fiscale voordelen kunnen worden aangevraagd. Pas wanneer het administratief onderzoek volledig is afgerond, wordt beslist of de aanvrager de tegemoetkoming hulp aan bejaarden krijgt.

Hoelang duurt de procedure gemiddeld? Worden er maatregelen genomen om de termijnen korter te maken? Wat gebeurt er als de aanvrager overlijdt tussen de datum van aanvraag en de datum van het medisch onderzoek? Wat gebeurt er als het medisch onderzoek op het tijdstip van overlijden wel al is afgerond, maar het administratief onderzoek nog niet?

Kan de echtgenoot of de erfgenaam de tegemoetkoming nog ontvangen als de aanvrager overlijdt in de loop van de aanvraagprocedure? Wordt de tegemoetkoming dan retroactief - vanaf de datum van aanvraag - toegekend? Welke formaliteiten moeten daarvoor vervuld worden?

02.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Nederlands): In 2006 bedroeg de gemiddelde verwerkingstermijn van aanvragen voor tegemoetkomingen hulp aan bejaarden 6,9 maanden. Het gaat om de duur tussen de indiening van de aanvraag en de uiteindelijke beslissing.

(Frans) Er werden of worden initiatieven genomen om die termijn in te korten. Ik denk hierbij meer bepaald aan de invoering van een procedure voor het medisch onderzoek op grond van het dossier voor de dringende aanvragen of de ontwikkeling van het elektronisch beheer en informatie-uitwisseling.

Wanneer de aanvragers vóór hun bezoek bij de beoordelende arts overlijden, wordt het verlies aan zelfredzaamheid vastgesteld op grond van de medische gegevens in het dossier. Wanneer de betrokkene na het advies overlijdt, loopt het onderzoek gewoon door. De administratie vraagt dan bij derden de eventueel nog ontbrekende informatie op. Tot slot worden bij een overlijden de verschuldigde bedragen aan de echtgenoot of aan de persoon met wie de persoon met een handicap een huishouden vormt of nog aan de kinderen of verwanten met wie de gehandicapte samenwonen, uitbetaald.

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): Bijna zeven maanden is redelijk lang voor zwaar zieken. Ik hoop dat de staatssecretaris of haar opvolger de termijnen korter probeert te maken. Ik raad de erfgenamen aan stappen te ondernemen om de bedragen te vorderen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15032)

03.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik stelde deze vraag eerder schriftelijk aan alle regeringsleden. De leden die niet antwoordden, stel ik nu een mondelinge vraag. Hoeveel keer deed de staatssecretaris van 2003 tot en met 2006 een beroep op het advocatenkantoor Uyttendaele, Gérard et Associés? Welke bedragen werden aan het kantoor betaald? De minister van Justitie, die nochtans nauwe banden heeft met dat kantoor, beantwoordde de vraag alvast in alle openheid.

03.02 Staatssecretaris **Gisèle Mandaila Malamba** (*Nederlands*): Ook ik heb er geen moeite mee de vraag te beantwoorden.

(*Frans*) Tussen 2003 en 2006 werd er geen enkel dossier aan dat advocatenbureau toegewezen, noch door mijn administratie, noch door mijn beleidscel.

03.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): De staatssecretaris is al het tweede Franstalige liberale regeringslid dat blijkbaar geen beroep heeft gedaan op de diensten van het kantoor Uyttendaele. Andere politieke strekkingen hebben dat wat vaker gedaan.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Muriel Gerkens** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "nieuw samengestelde gezinnen die een kind met beperkte mobiliteit ten laste hebben" (nr. 15040)

- mevrouw **Muriel Gerkens** aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "nieuw samengestelde gezinnen die een kind met een beperkte mobiliteit ten laste hebben" (nr. 15046)

De **voorzitter**: Blijkbaar gaat het om dezelfde vraag, gesteld aan twee leden van de regering.

04.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Mijn vraag is zowel aan mevrouw Mandaila Malamba gericht, die bevoegd is voor gehandicaptenbeleid, als aan minister Reynders, die over de fiscale voordelen voor gehandicapten gaat.

Voor nieuw samengestelde gezinnen of gescheiden mensen met gehandicapte kinderen bestaat er weliswaar steun die onderling verdeeld kan worden, maar dat geldt niet voor het transportmiddel. Alleen de ouder die de kinderbijslag ontvangt, geniet de voordelen met betrekking tot de aankoop van een aangepast voertuig.

Naar verluidt is het al voorgevallen dat ouders door de rechtbank in het gelijk gesteld worden.

Werden er bij uw weten soortgelijke aanvragen ingediend? Hebben uw administratie en die van minister Reynders zich al over die problematiek gebogen? Heeft u al denkpistes geopperd voor steun of tegemoetkomingen?

04.02 Staatssecretaris **Gisèle Mandaila Malamba** (*Frans*): Er is geen principiële beperking van de tegemoetkoming in de kosten voor de aanpassing aan de handicap van de auto van de enige ouder die de bijslag trekt. Als zou blijken dat dit probleem zich vaker voordoet, kan het nuttig zijn een vergadering te beleggen met de bevoegde ministers om het probleem op te lossen en een gemeenschappelijke procedure uit te werken.

Ik heb uw vraag doorgegeven aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, die mij bevestigde dat deze kwestie geheel losstaat van de verzekering geneeskundige verzorging en de kinderbijslagregeling.

04.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO): En wat is het antwoord van de minister van Financiën voor wat een mogelijke btw-verlaging betreft?

04.04 Staatssecretaris **Gisèle Mandaila Malamba** (*Frans*): In de vraag die u hebt ingediend, stond dat probleem niet vermeld. Ik zal uw vraag over de btw aan de heer Reynders bezorgen zodat u een schriftelijk antwoord krijgt.

04.05 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Blijkbaar bestaat er rechtspraak over dit onderwerp en bevinden diverse gezinnen zich in die situatie. Maatregelen dringen zich op.

Het incident is gesloten.

De bespreking van de vragen eindigt om 15.05 uur.